

ECONOMIE | Industrie(s) et formation professionnelle : nouvelle étape pour Aérocampus



Il était prévu dans les perspectives de 2019, sa première pierre a été posée ce mardi 4 février 2020. Lui, c'est le nouveau "Pôle avionique", dont le chantier a officiellement été lancé par les responsables du site Aérocampus à Latresne pour une livraison envisagée à la rentrée 2021. La construction de ce nouveau pôle de 1840 mètres carrés (deux fois 900 mètres carrés puisqu'il disposera d'un étage), entièrement financé par la région Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 5,760 millions d'euros, fait en fait partie d'un vaste plan d'investissements sur quatre ans chiffrée à 18,82 millions d'euros dont il occupe une vaste part. On revient en détails et en perspectives sur ce premier coup de truelle.

Pour ce qui est du pôle avionique, il sera composé de plusieurs plateaux techniques, d'un atelier de batterie avion, de salles de navigation et de plusieurs laboratoires (câblage, électrique, soufflerie, radar/radio et instruments de bords. Il compte notamment utiliser des outils dernier cri comme des lunettes de réalité virtuelle, un simulateur ou de la réalité augmentée.

Équipement spécifique

Willy Bondil, responsable du pôle avionique à Aérocampus et formateur, nous en dit un peu plus sur ce nouveau bâtiment et les perspectives qu'il amorce pour le développement des formations d'Aérocampus. "On y trouvera un atelier électrotechnique dans lequel on va simuler toutes les machines tournantes électriques (génératrices, alternateurs, transformateurs), pas forcément dans la seule spécialité aéronautique, mais aussi un atelier d'entretien des batteries, qui pourra probablement déboucher sur des formations spécifiques. Le laboratoire soufflerie, lui, sera monté en accord avec d'autres écoles, il devrait disposer de quatre ou cinq bancs. Le bâtiment comportera également un espace polyvalent d'une centaine de mètres carrés, sur deux étages, dans lequel on pourra mettre

un moteur équipé et des morceaux d'avion, ce qui pourra intéresser les industriels pour apprendre aux élèves formés les bons gestes. On va s'intéresser aussi à l'activité cabine, peut-être qu'un jour des personnels de cabine pourront venir s'entraîner à passer leurs qualifications pratiques". L'activité cabine a par ailleurs déjà été mise en avant comme un axe stratégique de développement par le directeur de Sabena Technics lors de l'inauguration récente d'un tout nouveau hangar à Mérignac.

"À l'étage, il y aura des labos électroniques. On va commencer très bientôt une petite formation de deux jours dédiée au diagnostic et à la recherche de composants en panne sur des cartes électroniques. On peut aussi imaginer des choses en commun avec les instituts de soudure qui apprennent à monter des équipements mais pas à rechercher des pannes. Un pôle sera dédié à l'analogique et au numérique, spécifique à l'aéronautique : ça intéresse beaucoup de gens, notamment la DGA (Direction générale de l'armement) pour des qualifications", poursuit ainsi Willy Bondil, cette même DGA à laquelle la région a racheté le site de Latresnes en 2011 pour 25 millions d'euros. "Son développement "va dépendre des marchés que l'on va pouvoir créer à l'extérieur d'Aérocampus. On en a de toute façon besoin par rapport à nos modules, ne serait-ce que pour les gens qui passent la Part 66 (formation pour devenir mécanicien aéronautique)". Pour équiper ce bâtiment en matériel dernier cri, en revanche, il va falloir une rallonge. "Pour l'instant, j'ai chiffré le coût total des installations à 460 000 euros, mais c'est une fourchette basse, on ira sûrement au-dessus". Lors de l'inauguration, il a ainsi été soufflé aux industriels du bassin d'emploi aéronautique local qu'une contribution financière serait la bienvenue, cette dernière étant quasiment assurée étant donné les besoins en main d'œuvre grandissants des industriels de tout le secteur de l'Aéroparc. À termes, ce sera surtout une manière pour Aérocampus -dont le bilan dernier bilan économique offrait de bonnes perspectives malgré une baisse de subvention et un repli de certains marchés, comme le Qatar- de renforcer son effectif de classes. "On a déjà des avioniques en scolaire, on a ouvert à la rentrée une classe en Bac Pro. L'an prochain arrivera une classe de plus. Il y a un projet d'en ouvrir une autre à partir de gens qui ont déjà un BAC, avec une mention complémentaire qui leur permettra de passer tous les modules de la Part 66 et d'obtenir une spécialité avionique, ce qui n'existait pas encore", souligne ainsi le formateur.



Boost régional

"Lors de la signature des contrats Territoires d'Industrie, la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie a affirmé que 40% des emplois industriels créés en France en 2019 étaient dus à la Nouvelle Aquitaine", s'est enorgueilli le président de la région Nouvelle-Aquitaine Alain Rousset lors de cette inauguration. S'il en fallait une, le projet de Ferrocampus paraît être la preuve que la collectivité ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. "Il y a la même attente et la même attractivité que dans l'aéronautique pour les professionnels du ferroviaire. C'est assez gratifiant pour nous tous". Le projet en est encore à ses balbutiements : le 31 janvier dernier, le président de région et le directeur du réseau territorial de SNCF Immobilier ont signé un protocole d'accord en vue de la création de ce nouveau cluster dédié à la formation et à l'innovation sur le site du technicentre de SNCF de Saintes. Le projet est vaste : 27 000 mètres carrés d'espaces fonciers dont 14 000 appartenant au groupe SNCF. Le développement de ce pôle est, tout comme le projet TARMAQ pour Aérocampus, très stratégique : il est censé renforcer la politique du développement de l'apprentissage dans le domaine de l'industrie, dont le nombre d'apprentis a bondi en 2019 à +11%. Ce mardi, le ministère du travail a communiqué des chiffres records pour l'apprentissage : 368 000 jeunes (+16%) ont suivi ces formations en 2019. La bataille des 500 000 apprentis, chiffre jamais atteint, semble sur le point d'être gagnée. Ce sera en tout cas au prix d'une bataille politique de fond de court : celle opposant le gouvernement aux régions, en charge de la formation des apprentis jusqu'au 31 décembre dernier.

Dans un communiqué cinglant posté ce mardi, l'Association des Régions de France dénonce "le mensonge de Muriel Pénicaud". Plusieurs responsables régionaux n'ont pas manqué de monter au créneau, craignant notamment une désertification des CFA les plus ruraux au profit des métropoles. Dans les faits, plus de 350 demandes d'ouvertures de nouveaux CFA ont été enregistrées depuis que la loi "choisir son avenir professionnel" est entrée en vigueur et que la carte des formations a été redistribuée aux branches professionnelles. Une action que les collectivités régionales ont visiblement du mal à avaler. "L'augmentation du nombre d'apprentis, on le doit aux régions, aux chambres consulaires et aux lycées professionnels et à leurs actions depuis 2015. On ne s'attribue pas le bénéfice d'un progrès quand on est en rien responsable, d'autant plus que la tuyauterie du financement de cette réforme n'est pas encore connue", a réagi ce mardi Alain Rousset. "Le risque, pour le monde de l'apprentissage, c'est que les CFA ferment sur les territoires les plus éloignés. La région a aidé beaucoup de "petits" CFA à passer la crise en 2008. C'est un mauvais coup pour l'aménagement du territoire, un bon au bénéfice des très grands groupes qui vont créer des CFA "In House". Lorsqu'une poste ferme, c'est un vrai problème mais lorsque les CFA et les entreprises ferment, c'est la mort". Le site d'Aérocampus, lui, a encore de beaux jours devant lui : pour la rentrée 2019-2020, le site de Latresnes a accueilli 291 élèves dont 151 en apprentissage. Et même si, pour l'instant le projet TARMAQ et l'éventuelle fusion avec l'Institut Aéronautique et spatial de Toulouse n'ont pas donné de nouvelles, nul doute qu'ils ne devraient pas attendre la dernière pierre du nouveau pôle avionique pour se manifester de nouveau.



Par Romain Béteille
Crédit Photo : RB